

Numérique et Présidentielle, un débat hélas sans candidats

C'est toujours rageant d'organiser un évènement pour solliciter le dialogue et les positions des différents candidats à l'élection présidentielle pour faire chou blanc. Le collectif France Numérique 2017 (comprenant Tech In France, Syntec Numérique, etc.) avait invité trois candidats à la présidentielle à venir débattre avec l'écosystème de numérique : François Fillon, Benoît Hamon et Emmanuel Macron. Mais, en raison d'agendas chargés, aucun des prétendants n'a pu se rendre disponible. Un signal que le numérique n'est pas encore complètement un élément de campagne suffisamment important ou simple problème d'organisation ? A chacun de choisir son interprétation ou le signal donné. A noter que seul Emmanuel Macron a envoyé une vidéo pour expliquer en quelques minutes sa position et ses propositions sur le numérique.

Un consensus relatif sur la souveraineté

Mais si les candidats n'étaient pas là, plusieurs de leurs représentants se sont succédés lors des différentes tables rondes de la matinée. La première portait sur la souveraineté numérique. Sujet épineux, mais qui finalement créé un relatif consensus pour l'ensemble des prétendants à l'Elysée. Corine Ehrel, députée et soutien d'Emmanuel Macron, souligne qu'il « *faut penser la souveraineté numérique à plusieurs niveaux : sur le plan national, au-delà de nos frontières, au niveau de l'Europe* ». Et d'égrener les propositions du candidat d'En Marche. « *Souveraineté sur les réseaux et les équipements pour éviter de nouvelles vulnérabilités, la circulation et la protection des données, la confiance dans le numérique, la sécurité des données et le cadre réglementaire propice à l'innovation et entrepreneuriat.* »

Pour Corinne Bouchoux, représentante de Benoît Hamon, « *la souveraineté numérique ne doit pas faire naître des lignes Maginot sur le Net* ». Et d'ajouter que « *parmi les réponses à apporter, il y a le développement du logiciel libre en tant que garant d'une action citoyenne* ». Eric Pilat, en charge de représenter François Fillon, place le débat sur les questions de cybersécurité et de cyberdéfense. « *L'Europe doit reprendre en main ses infrastructures IT avec des technologies maîtrisées et auditables* » et cela passera « *par le développement de start-ups françaises dans la cybersécurité qui ont du mal à trouver des financements. Nous proposons donc la suppression de l'ISF pour donner un signal aux investisseurs de revenir en France et la création d'un programme permettant à une personne d'investir jusqu'à 1 million d'euros avec 30% d'abattement sur son impôt sur le revenu* ». Il ajoute un mot « *sur la 5G qui est en plein développement, mais aujourd'hui ce sont les chinois qui avancent vite* ». Interrogés sur leur position sur l'affaiblissement du chiffrement, seule Corinne Ehrel a répondu à la question en bottant en touche. « *Il faut se protéger oui, mais il faut trouver un bon équilibre, car casser le chiffrement implique l'ouverture de porte.* »

Taxe sur les robots inaudible et libérer les carcans

étatiques

La dernière table-ronde concernant l'emploi et le numérique était probablement la plus clivante au regard des propositions des différents candidats. Denys Robiliard, député et soutien de Benoît Hamon qui prône la fameuse taxe sur les robots, explique : « *Il y a des incertitudes sur les conséquences du numérique qui va détruire des emplois, il faut réadapter le modèle.* » Et de militer pour « *un statut du travailleur avec un socle commun de droits, mais il faut savoir quels droits et avec quels financements* ». La taxe sur les robots est donc une piste laissant perplexe l'auditoire quant à la perception d'une telle taxe pour les investisseurs.

L'ancien président du CNNum et actuel soutien d'Emmanuel Macron, Mounir Majhoubi, avance lui en terrain conquis et déroule les propositions de son poulain. « *Il faut libérer la création, l'innovation et protéger à la fois en menant une révolution en profondeur de la formation professionnelle.* » Il ajoute pour rassurer : « *Sur la protection, il ne s'agit pas de diminuer les solidarités nationales, mais de les rendre plus efficaces et plus intelligentes.* » Pour Lionel Tardy, député et supporter de François Fillon, la question de l'emploi passera d'abord par ceux qui en créent, c'est-à-dire les entreprises. Et de proposer : « *L'objectif est de faire passer les industries du numérique de 5 à 7% dans le PIB en déverrouillant tous les freins possibles* ». Pour compléter : « *L'Etat doit réagir à la révolution numérique en adoptant une fiscalité stable, le très haut débit et la dématérialisation.* » Un besoin de visibilité et de pérennité réclamé par le collectif Numérique 2017 auprès des différents candidats.

A lire aussi :

[Présidentielle 2017 : le Syntec Numérique déterre un contrat de mission revisité](#)

[Fichier TES : le CNNum interpelle les candidats à la Présidentielle](#)